



**Mairie de Dechy
Hôtel de Ville - Place Jean Jaurès
59187 - DECHY**

Marché public de Services

**Maitrise d'œuvre pour l'aménagement des espaces publics de la cité
Croix de Pierre
Appel d'offres ouvert**
En application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande
publique

Règlement de la Consultation (R.C.)

**Date limite de remise des offres :
28 juin 2024 à 12h00**

Règlement de Consultation (RC)

Sommaire

1. Acheteur / Maître d'ouvrage	3
2. Objet du marché public.....	3
3. Missions de maîtrise d'œuvre	3
4. Procédure de passation.....	4
5. Visite sur site	4
6. Délai de validité des offres.....	4
7. Les Documents de la Consultation (DC).....	4
Contenu des DC	4
Téléchargement des DC	5
Modifications de détails aux DC	5
8. Phase de candidature.....	5
Pièces relatives à la candidature.....	5
9. Phase d'offre	6
10. Attribution du marché public.....	7
11. Renseignements complémentaires	8
12. Supports des communications et échanges d'Information.....	8

1. Acheteur / Maître d'ouvrage

Commune de DECHY

Adresse : Place Jean-Jaurès

CP / Ville : 59187 DECHY

Représentée par son Maire, Jean-Michel SZATNY

2. Objet du marché public

Marché public de services / Mission de maîtrise d'œuvre relative à l'aménagement des espaces publics de la cité Croix de Pierre.

Périmètre 1 - tranche ferme

- acquisition et aménagement du square situé face au collège
- aménagement de l'allée des Jonquilles
- aménagement du parvis du collège et de la rue Marcel Buns
- aménagement du city stade

Périmètre 2 - tranche optionnelle

- aménagement du carrefour au sud de la cité (5 rues) pour le rendre plus sécurisé
- aménagement d'un parking végétalisé à proximité de l'épicerie solidaire
- aménagement de connexions piétonnières entre la cité et l'épicerie solidaire qui sera implantée prochainement
- requalification des parcelles du bailleur Maisons et Cités

Périmètre 3 - tranche optionnelle

- aménagement de la rue Martin Luther-King et réfection de la voirie et des trottoirs, bandes plantées et aménagement de voies douces
- aménagement des allées traversantes en voirie partagée et réfection de la voirie et des trottoirs, végétalisation et aménagement de voies douces

Date prévisionnelle de démarrage ou fin des travaux.

Durée en mois : 48 mois

Date de début de la mission est prévue : dernier trimestre 2024 – date début des travaux 2^{ème} semestre 2025

Date de fin prévue : dernier trimestre 2028

La durée d'exécution du marché commence à courir à partir de la date de commencement qui sera définie par ordre de service.

La durée des travaux sera dépendante de l'exécution des périmètres 2 et 3.

3. Missions de maîtrise d'œuvre

Opération de *réhabilitation* de la cité minière Mission de base + *missions complémentaires*.

Le contenu détaillé de ces missions est précisé dans le CCTP.

Missions de maîtrise d'œuvre.

Mission de base	Abréviation
[Choix] Diagnostic	DIA
[Choix] Esquisse	ESQ
Étude d'avant-projet (APS + APD)	AVP
Étude de projet	PRO
Assistance à la passation des marchés publics de travaux	AMT
Études d'exécutions partielles	EXE (partielles ou intégrales) + VISA + SYN
Direction de l'exécution des travaux	DET
Assistance aux opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement	AOR
Missions complémentaires	Abréviation
Ordonnancement Pilotage Coordination	OPC
Sécurité Système Incendie	SSI
...	...

4. Procédure de passation

Appel d'offres ouvert (CCP, art. R2124-2)

5. Visite sur site

Aucune visite n'est prévue

Les candidats ont toutefois la possibilité de se rendre en libre accès sur le site.
Aucune visite ne sera organisée avant la date limite de remise des candidatures et des offres.

Aucune indemnité ni frais de déplacement n'est prévu.

6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de *120 jours* calendaires à compter de la date limite de remise des candidatures et des offres.

7. Les Documents de la Consultation (DC)

Contenu des DC

- Le présent Règlement de Consultation (RC)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- L'annexe financière – Répartition des honoraires par éléments de mission
- Le programme
- Les plans
- Le cahier des charges
- Support de l'étude prospective de la cité Croix de Pierre
- Notice explicative de l'opération de la déconnexion

Accès libre et gratuit.

Sur le profil d'acheteur : <https://marchespublics596280.fr/>

Modifications de détails aux DC

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, en les portant à la connaissance des candidats au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des candidatures et des offres, des modifications de détail aux documents de la consultation.

Ces modifications seront notifiées sur les supports de publication des documents de la consultation.

Les candidats devront alors répondre sur cette nouvelle base sans pouvoir émettre de réclamation à ce sujet.

8. Phase de candidature

Conditions de participation. Conformément aux dispositions de [l'article L. 2142-1 du code de la commande publique](#), l'acheteur s'assure que les opérateurs économiques disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs.

Dans cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public.

Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Forme du groupement. Conformément à [l'article R. 2142-22 du code de la commande publique](#), aucune forme de groupement n'est imposée.

Composition du groupement. L'équipe devra a minima se composer :

- ☒ Architecte
- ☒ Paysagiste
- ☐ Ingénieur en thermique et maîtrise de l'énergie
- ☐ Ingénieur en électricité courants forts courants faibles
- ☐ Ingénieur en voirie et réseaux
- ☐ Géomètre

Pièces relatives à la candidature

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces indiquées ci-dessous.

Les candidatures seront rédigées en langue française.

- Le formulaire DC1 - « Lettre de Candidature »

- Le formulaire DC2 - « Déclaration du Candidat »
- Attestation d'inscription à l'Ordre des Architectes 2023
- L'ordonnance de jugement si le candidat est en cours de redressement judiciaire
- Un dossier d'œuvre contenant :
 - Identification, composition et moyens de l'équipe affectée à l'opération
 - Indication des titres d'études et professionnels des personnes chargées de l'exécution de l'opération
 - Références sur des projets similaires des 3 dernières années avec indication du destinataire, du délai d'exécution, du budget alloué et du coût final
 - Importance du personnel d'encadrement des 3 dernières années
 - Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants ou tout moyen de preuve équivalent
 - [Autres]
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents
- Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi
- Attestation d'assurance de risques professionnels (précisez si niveau minimum exigé)
- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années
- L'indication des titres d'études professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public

DUME. L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et autres renseignements.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser le DUME déjà été utilisé dans une procédure antérieure à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

L'acheteur autorise les candidats à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

9. Phase d'offre

Variantes : Les variantes ne sont pas autorisées.

Pièces relatives à l'offre. Les pièces sont rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français.

- L'annexe financière – Répartition des honoraires par éléments de mission et par cotraitant ;
- Une déclaration de sous-traitance avec indication de la part du marché sous-traité ;
- Un calendrier prévisionnel d'exécution des études de conception et de réalisation des travaux ;
- L'annexe – Tableau de délais de remise des prestations / livrables ventilé, si possible, par élément de mission ;
- Tout document permettant d'apprécier l'offre ;
- Un mémoire technique – qui sera rendu contractuel – détaillant :

1 – L'organisation et les moyens affectés à l'exécution du marché public

- Composition de l'équipe affectée à l'exécution du marché avec la description de l'organisation particulière de l'équipe de projet ;
- Un organigramme concernant l'équipe affectée à chaque élément de mission ;
- La répartition des prestations et des responsabilités entre les différents cotraitants ;

2 – Méthodologie des moyens et de l'organisation en cours de chantier

- L'analyse des enjeux exprimés par le maître d'ouvrage et la justification de leur prise en compte dans l'organisation et la méthodologie de l'offre ;
- La description de la méthode d'étude proposée à chaque phase de la mission, en soulignant les points forts de la démarche et son adéquation avec les besoins du maître d'ouvrage ;
- L'identification du contenu et la précision des documents produits à chaque élément de mission (tant pendant la conception que les travaux) ;
- Présentation des moyens de communication mis en œuvre pour assurer la coordination nécessaire et l'information du maître d'ouvrage et de ses partenaires ;
- Gestion de la signalisation en cours de chantier ;
- Politique de gestion des déchets en cours de chantier ;
- Gestion des rendez-vous de chantier, *[minimum 1 réunion par semaine]*

L'acheteur rédigera l'acte d'attribution / la convention de maîtrise d'œuvre, le transmettra à l'attributaire pour vérification, date - signature et le retournera ensuite à l'acheteur qui datera et signera.

Pour attribuer le marché au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, l'acheteur se fonde sur une pluralité de critères non discriminatoires et liés à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution.

Critères d'attribution	Pondération	
Prix	40 %	Sur la base de l'annexe financière
Valeur technique (organisation, méthodologie, composition de l'équipe)	40 %	Sur la base du mémoire technique
Délais d'exécution	20 %	Sur la base du planning prévisionnel

10. Attribution du marché public

Le marché ne peut être attribué qu'au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans un délai imparti, sur demande écrite par l'acheteur au moment de l'attribution du marché :

Les pièces prévues aux articles [R. 1263-12](#), [D. 8222-5](#), [D. 8222-7](#) et [D. 8254-2](#) du code du travail, et ce, tous les 6 mois, à savoir :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;

b) Un extrait d'immatriculation au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat ;

c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) L'accusé de réception électronique mentionné à [l'article R. 123-6 du code de commerce](#), émanant du greffier du tribunal de commerce compétent ou de la chambre des métiers et de l'artisanat compétente.

- La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article [L. 5221-2](#), établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
 - Sa date d'embauche ;
 - Sa nationalité ;
 - Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

11. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires relatifs aux documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques 6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la remise des candidatures et des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile, par écrit.

12. Supports des communications et échanges d'Information

Pour rappel, tous les échanges et demandes durant la phase de passation du marché, qui part de la publicité jusqu'au démarrage des prestations, doivent être réalisés par voie dématérialisée, via le profil d'acheteur. Aucun appel téléphonique, ni aucune demande par voie papier ne sera prise en compte.

Copie de sauvegarde. Les candidats ou soumissionnaires peuvent adresser à l'acheteur [une copie de sauvegarde](#) des documents transmis par voie électronique. Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue à l'acheteur dans le délai prescrit pour le dépôt des candidatures ou des offres.

Modalités techniques. Vous pouvez consulter gratuitement via ce lien hypertexte les modalités de dématérialisation.

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/Guide_OE_DEF28052020.pdf

Pour la réponse électronique :

Adresse du profil d'acheteur :

Formats de fichiers éventuellement demandés :

Organisation et nommage des fichiers attendus :

Taille maximum acceptée, en Mo :

Exigence de la signature électronique du marché : ☒ Non ☐ Oui

